

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Administrative  
rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 02/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES**

Route des Usines  
64150 Pardies

Références : DREAL/2026D/2742

Code AIOT : 0005202758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES implanté Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "ATEX"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES
- Centrale du Sud Ouest Route des Usines - 64150 Pardies

- Code AIOT : 0005202758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ALFI exploite à Pardies (64) une unité de séparation et de production de gaz de l'air sous forme liquide soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 30 janvier 1991 n°91/IC/054. L'établissement est classé Seveso seuil haut.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 mars 2026, réalisée dans le cadre des actions nationales 2026 relatives au risque ATEX, a porté principalement sur l'identification et la matérialisation des zones à risque, ainsi que sur l'adéquation entre le matériel ATEX et le zonage défini.

Il ressort de cette inspection que le site présente une prise en compte globalement satisfaisante du risque ATEX. Toutefois, plusieurs exigences réglementaires ne sont pas pleinement respectées.

Les principales non-conformités relevées concernent :

-une identification incomplète des zones à risque, tant sur les plans que sur le terrain,

-l'absence de formalisation du recensement des équipements ATEX.

La visite sur site a porté sur l'ensemble des zones identifiées comme pouvant présenter des atmosphères explosibles, à l'exception de la zone située en toiture du bâtiment de contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) actuellement en vigueur, rédigé en 2013 puis révisé une première fois en 2020 à la suite de la mise en place des chaudières lors de l'arrêt des installations YARA. Une nouvelle révision du DRPCE est en cours afin d'assurer sa cohérence avec la mise à jour de l'Étude de Dangers (EDD) engagée fin 2025.  Le DRPCE présenté a été rédigé en interne, avec l'appui du pôle «Sécurité - Réglementation» du groupe ALFI - Large Industrie. La méthodologie employée pour l'identification des zones à risques y est explicitée. Le document comporte la liste des installations concernées, les zones ATEX associées, la description des sources potentielles de dégagement, ainsi que les périmètres et volumes de zonage. L'exploitant a notamment présenté le tableau précisant les distances des zones ATEX et les zones présentant une étendue jugée «négligeable». À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni le document interne du groupe détaillant les calculs et hypothèses justifiant cette qualification.  Le DRPCE fait également référence à plusieurs procédures opérationnelles en lien avec le risque ATEX, transmises à l'inspection. Ces procédures, datées de 2024 et valables cinq ans, encadrent notamment l'accès aux zones à risques particuliers, les interventions sur ammoniac, les opérations de contrôle d'étanchéité de la ligne hydrogène, ainsi que les interventions sur hydrogène gazeux. L'exploitant a présenté deux permis de travail récents illustrant les modalités de gestion des interventions en zones à risques par les entreprises extérieures. Ces documents, complétés et cosignés par un chargé de travaux formé niveau ATEX2, un opérateur/technicien de production et le chef de travaux de l'entreprise intervenante, détaillent les risques spécifiques, les conditions d'intervention et les moyens de prévention requis. Les éléments examinés n'appellent pas d'observation particulière.

S'agissant de la formation interne, l'ensemble du personnel concerné est formé au risque ATEX niveau1 selon un cycle triennal, tandis qu'un nombre limité d'agents détient une formation ATEX niveau2 leur permettant d'encadrer les interventions et les modifications survenant au sein de ces zones. L'exploitant a présenté la liste des personnels formés, à jour pour l'année 2026.

L'ensemble des éléments présentés montre que la méthodologie d'identification des zones ATEX et la prise en compte des risques associés sont maîtrisées. Toutefois, la révision en cours du DRPCE n'est pas encore finalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous trois mois, l'exploitant finalise le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Plan général des zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des zones à risques ATEX élaboré dans le cadre de son DRPCE. Ce document apparaît cohérent avec l'étude de dangers en vigueur: les zones ATEX liées aux gaz y sont clairement identifiées, et les zones 1 et 2 sont correctement distinguées dans la légende comme dans le plan. Les éléments transmis démontrent une prise en compte structurée du risque ATEX et, dans l'ensemble, répondent aux attentes réglementaires.

Toutefois, l'inspection constate que ce plan n'intègre pas la zone 1 située en extérieur au niveau de la ligne de purge de l'alimentation en hydrogène de l'unité d'épuration d'argon chaud. L'absence de cette zone, bien qu'elle soit implantée en toiture, constitue une omission qui doit être corrigée. Le plan ne précise par ailleurs pas les volumes à considérer pour chacune des zones ATEX, alors qu'il s'agit d'une information indispensable à la compréhension du périmètre de danger et aux mesures de prévention associées.

L'exploitant indique que la mise à jour du plan interviendra en même temps que la révision du DRPCE. Néanmoins, compte tenu du caractère central de ce document pour la maîtrise du risque

ATEX, l'inspection demande que le plan soit mis à jour dans un délai d'un mois.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un mois, l'exploitant devra mettre à jour le plan des zones ATEX en intégrant notamment la zone 1 située en toiture au niveau de la ligne de purge de la ligne d'alimentation en hydrogène et en précisant les volumes associés aux différentes zones, puis transmettre ce document à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Identification des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite, l'inspection a parcouru l'ensemble des zones identifiées comme pouvant présenter des atmosphères explosibles, à l'exception de la zone située en toiture du bâtiment de contrôle. L'exploitant a retenu un principe de double signalisation des zones ATEX : présence d'un pictogramme réglementaire et marquage au sol rouge matérialisant la zone d'effet, auxquels peuvent s'ajouter des restrictions d'accès renforcées autour d'équipements critiques, notamment ceux liés à l'hydrogène (stockage principal en SR et bouteilles).  Cependant, plusieurs manquements ont été constatés. Pour certains équipements, soit la signalisation ATEX, soit le marquage au sol était absent. Les non-conformités relevées concernent notamment la cuve de fioul, les zones de stockage de bouteilles d'hydrogène contre le local OLUP et le chromatographe en salle instrumentation. L'exploitant devra rétablir ces marquages et signalétiques et transmettre les justificatifs nécessaires une fois les travaux réalisés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous quinze jours, l'exploitant devra remettre en état l'ensemble des marquages et signalétiques ATEX manquants ou dégradés (cuve de fioul, zones bouteilles H2 – local OLUP, chromatographe

en salle instrumentation) et transmettre à l'inspection des ICPE des justificatifs photographiques attestant de la réalisation de ces travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que toutes les zones classées ATEX du site sont situées en extérieur ou correspondent à des équipements clos munis de leur propre ligne de purge, à l'image du chromatographe. Dans ces configurations, aucun système de ventilation mécanique ou d'extraction supplémentaire n'est requis, l'aération naturelle ou la purge dédiée assurant la maîtrise du risque. Les observations réalisées sur le terrain ne remettent pas en cause cette approche.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a identifié les équipements situés dans les zones classées ATEX et a présenté à l'inspection leurs documentations techniques. Il s'agit d'un chromatographe, de vannes et d'instruments présents dans le coffret gaz naturel. En revanche, il n'a pas été présenté de document formalisé recensant de manière exhaustive l'ensemble des équipements installés dans ces zones.  L'exploitant devra ainsi veiller à établir et tenir à jour un inventaire des équipements installés en

zone ATEX. Cet inventaire devra notamment préciser, pour chaque équipement, sa localisation au sein de l'établissement, la zone ATEX dans laquelle il est implanté ainsi que le marquage ATEX associé lorsque celui-ci est présent et lisible.

Par sondage, l'inspection a examiné plusieurs équipements. Elle a notamment constaté que le convertisseur de volume de gaz et le module de télécommunication présents tous les deux dans le coffret de gaz naturel, classé en zone ATEX 1, disposent d'un marquage ATEX présent et cohérent avec le classement de la zone.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a par ailleurs précisé que toute opération de maintenance ou de réparation réalisée sur des équipements situés en zone ATEX est supervisée par un agent disposant d'une habilitation ATEX de niveau 2. À la demande de l'inspection, un rapport de maintenance relatif à des transmetteurs présents en zone ATEX a été présenté lors de l'inspection. Ce document, daté de juin 2024, indique que l'intervention a été réalisée par une entreprise extérieure dûment qualifiée et supervisée par un agent disposant de l'habilitation nécessaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant transmettra un inventaire exhaustif des équipements installés en zone ATEX et devant répondre aux exigences de la directive 2014/34/UE ATEX. Cet inventaire devra notamment préciser, pour chaque équipement, sa localisation au sein de l'établissement, le classement de la zone ATEX dans laquelle il est implanté ainsi que le marquage ATEX associé lorsque celui-ci est présent et lisible.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers certificats Q18 relatif à la vérification des installations électriques datés du 01/07/2025. Ces documents couvrent l'ensemble des



installations d’Air Liquide, y compris la station de pompage située sur le canal alimenté par le gave de Pau ainsi que le poste électrique implanté sur l’ancienne plateforme de Pardies désormais propriété d’Air Liquide. Le certificat conclut que les installations contrôlées ne présentent pas de risque d’explosion.

Toutefois, le certificat Q18 de la station de pompage mentionne que seule une vérification partielle des installations a pu être menée. L’exploitant indique que cette précision concernerait des installations situées au niveau de la station de pompage mais qui ne sont pas de la propriété d’Air Liquide, situées sur l’ancienne emprise YARA, bâtiment qui appartiendrait désormais à la société Elyse Energy. Selon l’exploitant, ces équipements seraient hors tension et ne relèveraient pas de sa responsabilité.

Ces explications doivent être confirmées, notamment pour s’assurer que l’ensemble des installations électriques relevant d’Air Liquide ont bien fait l’objet d’une vérification complète et conforme à la réglementation applicable. À ce stade, et dans l’attente de ces éléments, la prescription ne peut être considérée comme pleinement respectée.

**Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l’exploitant devra transmettre les justificatifs attestant que l’ensemble des installations électriques relevant d’Air Liquide a fait l’objet d’une vérification complète et conforme à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois